

Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien indien "Times of India" du 4 décembre 2010, sur la coopération franco-indienne, la question du nucléaire iranien et sur les priorités de la présidence française du G20.

QUESTION - Quel est le statut de l'accord nucléaire entre Areva et NPCIL concernant les premiers réacteurs nucléaires français à Maharashtra ? Vous attendez-vous à signer cet accord durant votre séjour en Inde ? Sinon, qu'est-ce qui vous retiendrait de le signer ?

LE PRÉSIDENT -- Les discussions que mènent actuellement Areva et NPCIL portent sur la construction de 2 premiers EPR sur une série de six. Pour être tout à fait précis, il s'agit en fait de deux projets d'accord : l'un concerne les travaux préparatoires à la construction des réacteurs, l'autre concerne la fourniture des réacteurs eux-mêmes et du combustible.

La France, vous le savez, a été le premier avocat de l'Inde dans le monde sur la question du nucléaire civil. Nous avons été les premiers à agir pour sortir l'Inde de l'isolement dans lequel elle se trouvait depuis 1998 et pour qu'elle soit autorisée à nouer des coopérations dans ce domaine. Nous l'avons fait parce que l'Inde s'est toujours comportée de manière irréprochable en matière de non-prolifération et parce que l'Inde a besoin de l'énergie nucléaire civile, qui est une énergie propre, pour son développement.

La France a également été le premier pays à signer avec l'Inde un accord de coopération sur le nucléaire civil. C'était en septembre 2008, lors de la visite à Paris du Premier ministre Manmohan Singh. Les discussions entre Areva et NPCIL sont la traduction, sur le plan industriel, du partenariat historique que nous avons lancé alors.

Vous me demandez si nous serons en mesure de signer formellement l'accord entre Areva et NPCIL durant ma visite, ce que je peux vous dire, c'est que les discussions se poursuivent et que tout est mis en oeuvre dans ce but.

QUESTION - Etes-vous inquiet, comme les Américains le sont, du Liability Act (loi sur la responsabilité nucléaire) qui a récemment été voté en Inde ? Allez-vous discuter ici de ces inquiétudes avec vos interlocuteurs et êtes-vous satisfait des réponses qui vous ont été faites ? Le Liability Act va-t-il retarder ou empêcher le contrat commercial sur les réacteurs nucléaires ?

LE PRÉSIDENT -- Il est parfaitement compréhensible -- et c'est même tout à leur honneur -- que les autorités indiennes cherchent à assurer le plus haut niveau de protection aux victimes. Il faut le faire dans des conditions qui respectent le principe de sécurité juridique et surtout qui facilitent le développement du programme nucléaire civil indien établissant des règles sûres et conformes aux principes internationaux pour les entreprises indiennes et étrangères de ce secteur.

Ce que nous souhaitons, c'est que l'Inde adopte des règles et des usages conformes à la pratique internationale en la matière, tels qu'ils sont définis dans la convention de Vienne, rien de plus.

C'est un sujet que j'aborderai bien sûr avec le Premier ministre Manmohan Singh, avec qui nous parlons de tous les sujets dans un climat de très grande confiance. C'est un homme d'une grande sagesse, pour qui j'ai beaucoup d'estime.

QUESTION - Il y a eu à plusieurs reprises des discussions sur un renforcement de la coopération navale entre l'Inde et la France. Quel type de coopération avez-vous en tête, et quelles seraient les difficultés auxquelles vous pourriez avoir à faire face ?

LE PRESIDENT -- Je voudrais tout d'abord rappeler que la coopération navale entre nos deux pays a fait des progrès considérables au cours des dernières années, ce qu'illustre notamment le partenariat que nous avons lancé dans le domaine des sous-marins conventionnels Scorpené. Cette coopération sans précédent est à l'image des relations entre nos deux pays : elle est ambitieuse, fondée sur la confiance et elle s'inscrit dans la durée. Surtout, elle répond à une véritable logique de partenariat, qui n'est plus une relation de fournisseur à client, mais qui vise à produire ensemble, en partageant les compétences et les savoir-faire.

Le chantier a d'ailleurs bien avancé, puisque les coques des deux premiers sous-marins sont aujourd'hui terminées. Cette année aura aussi été marquée par la commande des principaux sous-ensembles de sous-marins, qui vont ainsi pouvoir être intégrées progressivement dans les coques. C'est un grand pas et je sais que DCNS et le chantier naval indien sont pleinement engagés pour livrer le premier sous-marin dans les meilleurs délais.

En matière navale, je vous rappelle par ailleurs que la marine française et la marine indienne se connaissent de mieux en mieux, grâce à l'organisation d'exercices conjoints qui fonctionnent remarquablement. Un nouvel exercice de ce type est prévu en début d'année prochaine.

QUESTION - Nous voyons de grandes entreprises françaises s'établir en Inde, ainsi qu'une coopération intense entre nos deux gouvernements. Nous avons une grande admiration pour la littérature, la cuisine, et les films français. Mais on ne voit toujours pas d'interaction entre les sociétés civiles, un facteur pourtant essentiel pour un partenariat durable. Comment comptez-vous donc renforcer les liens qui unissent nos deux peuples ?

LE PRESIDENT -- Il est faux de dire qu'il n'y a pas d'interaction entre nos sociétés civiles. Elles se sont d'ailleurs fortement développées au cours des dernières années. Regardez les échanges universitaires, pour ne prendre que cet exemple : ils ont augmenté de 25% tous les ans depuis 4 ans.

Mais là où je vous rejoins, c'est que ces échanges ne sont pas encore à la hauteur de l'amitié et -- vous avez utilisé le mot -- de l'admiration que se portent nos deux peuples. Nous pouvons faire plus et nous devons faire plus.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé dès 2008, avec le Premier ministre Singh, de faire du développement des échanges humains une véritable priorité des relations franco-indiennes.

Nous avons par exemple fixé l'objectif de tripler le nombre de jeunes indiens qui étudient en France dans les 3 ans à venir. Je vous le dis, les étudiants indiens sont les bienvenus en France. Je souhaite qu'ils soient toujours plus nombreux à venir se former chez nous.

Le renforcement des liens humains entre nos deux pays passe aussi par une amélioration des conditions de la mobilité professionnelle. Il faut faciliter les déplacements des hommes d'affaires, des chercheurs, des professeurs entre nos deux pays. Nous avons entamé une réflexion à ce sujet, nous n'en sommes qu'au début, mais c'est un chantier qui est essentiel.

Un mot de notre coopération dans le domaine scientifique. Si j'ai fait le choix de commencer ma visite par Bangalore, qui est un peu la capitale indienne des nouvelles technologies et du spatial, c'est pour rendre hommage à cette Inde moderne, à la pointe du progrès, cette Inde du XXIème siècle £ mais ce sera aussi pour moi l'occasion de célébrer l'excellence partenariat scientifique franco-indien. Je me rendrai ainsi à l'ISRO, où deux satellites franco-indiens sont en train d'être construits en collaboration avec le CNES pour étudier les phénomènes climatiques et les océans. Ma visite sera également l'occasion de lancer les travaux pour la création d'un nouvel institut technologique au Rajasthan, auquel la France s'associera en envoyant des enseignants-chercheurs, des étudiants, des experts et en créant des laboratoires conjoints. Ce ne sont là que quelques exemples des innombrables coopérations scientifiques qui existent entre nos deux pays et que nous allons continuer à développer.

Les échanges humains, c'est aussi la culture. Une part importante de la profonde amitié et de l'attraction entre nos deux peuples, vient d'une véritable fascination pour la culture de l'autre. La culture indienne comme la culture française rayonnent bien au-delà des frontières de nos pays. L'Inde, la France, nous pensons que la diversité est une richesse, qu'il faut la préserver et qu'il faut la faire vivre. C'est pourquoi nous sommes à ce point engagés en faveur de la création

culturelle. Car une culture qui ne crée plus, c'est une culture qui meurt.

Le cinéma en est un parfait exemple. Nos deux pays ont su garder une production particulièrement riche et vivante. Mais aujourd'hui, nous faisons le choix d'aller plus loin et de construire un pont entre nos deux industries cinématographiques. Ma visite sera ainsi l'occasion de signer un accord de coproduction encourageant les participations croisées françaises et indiennes dans les productions des deux pays.

QUESTION - J'aimerais aborder avec vous le sujet de l'Iran. La France a eu une position très ferme sur l'Iran, comparée à la plupart des autres pays. Quel genre de discussions aurez-vous avec le Dr Manmohan Singh sur ce sujet ? Qu'attendez-vous de l'Inde ?

LE PRESIDENT -- L'Inde fait désormais partie des grandes puissances. Sur la question de l'Iran comme sur tous les grands sujets internationaux, sa voix compte. Son engagement peut faire une vraie différence.

La crise iranienne est incontestablement l'une des plus graves menaces qui pèse sur la sécurité internationale aujourd'hui. La position de la France a toujours été très claire : la perspective d'un Iran doté de l'arme nucléaire est tout simplement inacceptable. Mais nous disons de façon tout aussi claire que l'Iran, comme tous les pays dans le monde, a droit à l'énergie nucléaire civile, dans le respect des règles internationales.

A plusieurs reprises, et encore très récemment, la communauté internationale a fait aux Iraniens des propositions extrêmement ambitieuses de coopération, y compris dans le domaine du nucléaire civil, à condition qu'il se conforme à ses obligations internationales et renonce à ses activités proliférantes illégales. L'Iran les a toutes rejetées.

Au lieu de cela, il n'a cessé de multiplier les provocations et tirs de missiles, augmentation de ses taux d'enrichissement, menaces diverses ... Et je vous rappelle qu'il y a un peu plus d'un an, les services de renseignements ont découvert un nouveau site nucléaire clandestin.

Face à ces provocations, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a décidé, en juin dernier, d'adopter une nouvelle résolution de sanctions, la quatrième depuis le début de la crise iranienne.

La France, c'est vrai, a été un moteur dans l'adoption de cette résolution et non pas pour punir l'Iran, mais pour faire comprendre aux dirigeants iraniens que leur stratégie les conduit tout droit à l'échec. Pour nous ce n'est pas les sanctions ou le dialogue et c'est les sanctions pour ramener les Iraniens à la table de négociation.

L'Inde peut nous aider à convaincre les Iraniens qu'ils font fausse route, que leurs choix conduisent leur pays dans l'impasse et que le peuple iranien aspire à autre chose qu'à l'isolement auquel le condamne ses dirigeants. Le rôle de l'Inde sera encore plus déterminant à partir de janvier prochain, puisque votre pays siègera pour deux ans au Conseil de sécurité des Nations Unies, ce dont je me réjouis. Sur ce sujet comme sur tous les dossiers dont le Conseil de sécurité a la charge, je souhaite que nous puissions travailler en étroite concertation.

Comme vous le savez, Catherine Ashton, la Haute représentante de l'Union européenne, rencontrera lundi et mardi à Genève, avec les Six, le négociateur iranien. Cela fait un an que nous attendions un signal de bonne volonté. Il faut que cette fois, les Iraniens s'engagent sincèrement dans ces discussions et fassent le choix de la coopération. Cette crise n'a que trop duré.

QUESTION - La France accueillera le prochain sommet du G20. Quelles seront vos priorités ? Quelle est votre opinion sur la prétendue « guerre des monnaies » menaçant d'opposer d'un côté la Chine et l'Allemagne et de l'autre les Etats-Unis et autres pays déficitaires ? Quelle en serait selon vous la solution ?

LE PRESIDENT - La présidence française aura comme première mission de poursuivre et d'approfondir le travail engagé depuis deux ans pour réguler la finance internationale. La moralisation du capitalisme financier reste pour nous une priorité. Les avancées historiques que nous avons faites depuis deux ans seront poursuivies et nous approfondirons tous les chantiers de cet agenda de réforme.

Mais si le G20 veut rester légitime, s'il veut être à la hauteur de ses responsabilités, alors il ne peut pas être un simple « G20 de gestion » qui se contenterait de mener à leur terme les chantiers engagés. Il doit se donner une nouvelle ambition, se saisir de nouveaux enjeux, aller au

chantiers engagés. Il doit se donner une nouvelle ambition, se saisir de nouveaux enjeux, aller au devant des nouveaux défis. Si le G20 veut être digne des attentes que nos peuples ont placées en lui, il doit rester le lieu où se prépare le nouveau monde du XXI^{ème} siècle.

Nous vivons dans un monde en transformation rapide, un monde qui connaît des bouleversements profonds. Dans ce monde nouveau, nous avons besoin d'idées nouvelles. Ces idées, c'est à nous de les trouver, tous ensemble. Si nous ne le faisons pas, personne ne le fera à notre place.

C'est dans cet esprit que la France a proposé à ses partenaires du G20 d'ouvrir des chantiers nouveaux qui sont pourtant essentiels à la stabilité du monde.

Le premier, c'est la réforme du système monétaire international. Vous m'interrogez sur la possibilité d'une « guerre des monnaies », que beaucoup de commentateurs craignent aujourd'hui. Mais rappelez-vous que lorsque j'ai évoqué pour la première fois la question du fonctionnement du système monétaire international, il y a près d'un an, c'est peu de dire que mes propos ont été accueillis avec beaucoup de scepticisme et de circonspection. Aujourd'hui, tout le monde reconnaît non seulement que ce sujet était légitime, mais qu'il était inévitable. Surtout, tout le monde admet que la méthode que la France a proposée est la bonne. Cette méthode, c'est celle qui consiste à sortir des invectives et des accusations réciproques, parce qu'elles ne règlent rien, et à engager, ensemble, une réflexion en profondeur sur une réforme globale du système monétaire international.

Deuxième chantier de la présidence française, la lutte contre la volatilité des matières premières. Là encore, il s'agit d'un sujet extrêmement difficile mais qu'on ne peut plus éviter si nous ne voulons pas que le monde connaisse à nouveau les émeutes de la faim et si nous ne voulons pas continuer à subir les variations brutales des prix matières premières -- qu'il s'agisse du pétrole, du gaz, ou des matières premières agricoles -- qui ont des conséquences dramatiques pour l'économie mondiale.

Troisième priorité, la réforme de la gouvernance mondiale qui n'a que trop attendu. Avec la Banque mondiale et le FMI, elle est aujourd'hui lancée, mais il faut aller plus loin. Je pense bien sûr à la réforme des Nations Unies, et notamment la réforme du Conseil de sécurité qui est bloquée depuis près de vingt ans. Avec nos amis Britanniques, nous avons proposé une réforme intérimaire, car nous sommes convaincus que c'est le meilleur moyen, probablement le seul, de sortir enfin de l'impasse actuelle. Soyez assuré que la France continuera à se battre, comme elle a été la première à le faire, pour que l'Inde obtienne enfin la place qui lui revient au Conseil de Sécurité, celle de membre permanent, et dans toutes les instances de la gouvernance mondiale. Enfin, la France plaide depuis longtemps pour que le G20 se saisisse des questions de développement, parce que nous considérons que les pays émergents ont un rôle éminent à jouer dans ce domaine et parce qu'il ne peut pas y avoir de croissance mondiale forte et durable sans décollage économique des pays les plus pauvres. Je souhaite notamment que nous travaillions sur la question des financements innovants. C'est un sujet essentiel, parce qu'il détermine notre capacité collective à respecter les engagements pris pour lutter contre le changement climatique et atteindre les objectifs du Millénaire.

Vous l'avez compris, les priorités de la France pour sa présidence sont particulièrement ambitieuses. La France les aborde avec beaucoup de détermination et avec réalisme. Nous savons bien que ces chantiers sont trop colossaux pour pouvoir être achevés au terme d'une seule année.

Enfin, la présidence française sera une présidence ouverte, inclusive, une présidence qui jouera collectif en associant étroitement tous ses partenaires, à commencer par l'Inde. J'aurai avec le Premier ministre Singh, des échanges extrêmement approfondis sur tous ces sujets, auxquels je le sais l'Inde est particulièrement attentive. Je compte sur l'Inde pour jouer tout son rôle pendant la présidence française et je souhaite qu'elle en soit un acteur majeur.